	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>	


En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

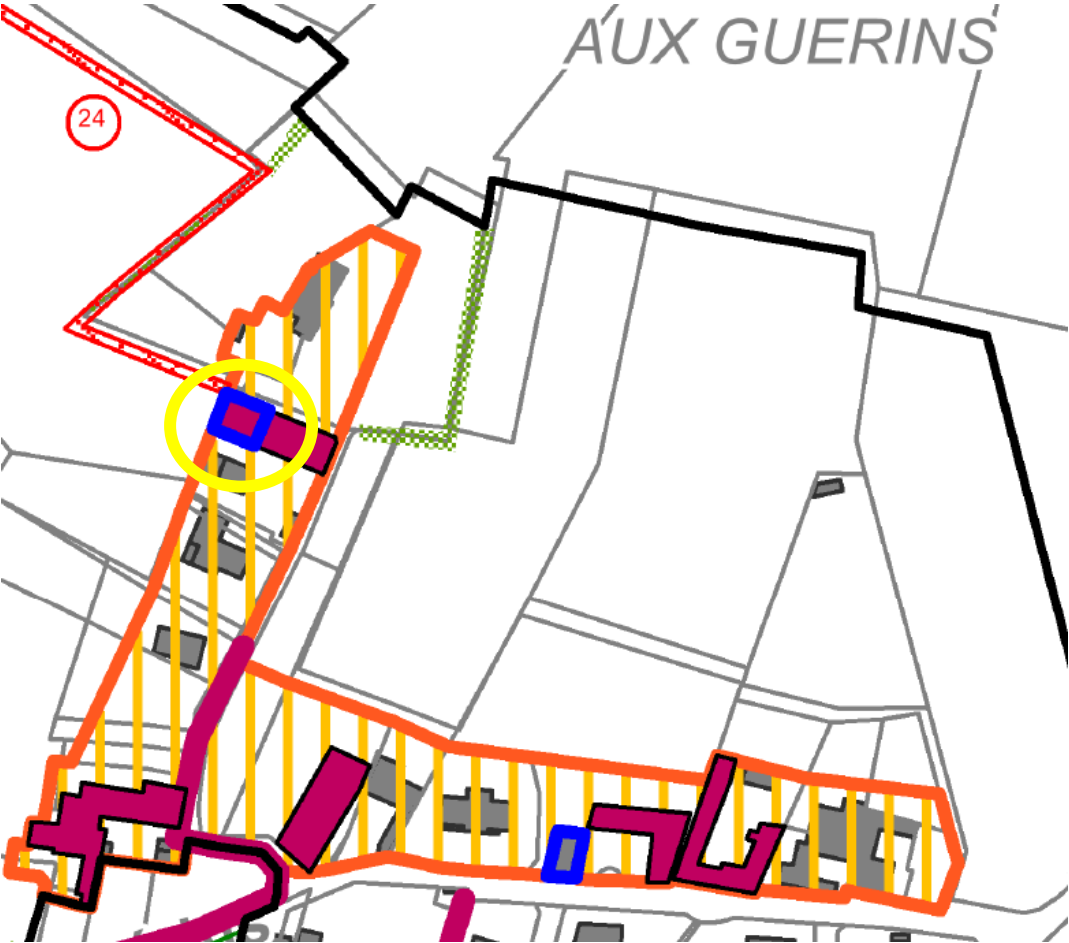
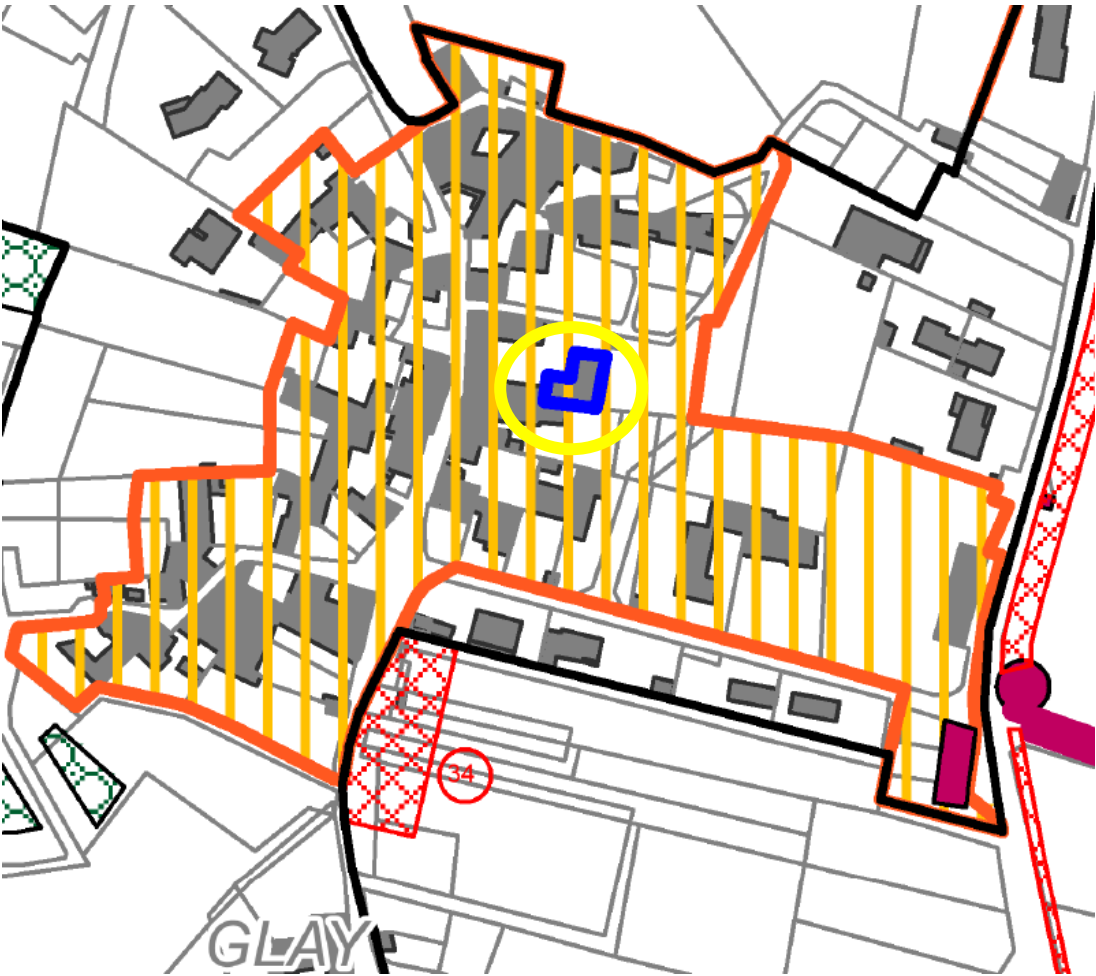
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de SAINT GERMAIN NUELLES
SIRET/SIREN
200 034 346 00011
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
5 Rue de la Mairie 69210 Saint Germain Nuelles 04 74 72 65 99 - urbanisme@mairie-sgn.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur Noël ANCIAN (Maire) ou Estèle DENIS (06.64.16.77.39) (Adjointe à l'urbanisme)
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Julie MOLINA-JACQUIN - Service Urbanisme / Nathalie PONT – Urba2p
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Tel : 04 74 72 65 99 ou urbanisme@mairie-sgn.fr / nathalie.pont@urba2p.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
PLU de la commune de SAINT GERMAIN NUELLES
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme approuvée le 8 mars 2017 - Modification n° 1 du PLU approuvée le 9 mars 2020 - Géoportail de l'urbanisme
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de SAINT GERMAIN NUELLES
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>Evolutions du document graphique 4.2a :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Repérage de deux nouveaux bâtiments identifiés pour un éventuel changement de destination en zone agricole (repérés sur les extraits en pages suivantes)  <p>Evolutions du règlement écrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La possibilité d'autoriser des extensions pour les « éléments bâtis remarquables du paysage » repérés en zone Ua et Ub sans porter atteinte à l'intérêt patrimonial, celles-ci étant possibles en zones A et N sous conditions, - Concernant la gestion des eaux pluviales, la règle est assouplie puisqu'applicable à tout projet (extension, nouvelle construction et tout aménagement artificialisant le sol) de plus de 20 m² d'emprise au sol, alors que le PLU de 2017 avait une exigence stricte dès 10 m². il est à souligner que cette nouvelle règle est plus contraignante que les prescriptions du zonage des eaux pluviales annexé au PLU avec un seuil à 40 m². - Des précisions et clarifications de certaines règles, y compris la prise en compte de la décision du Tribunal de Lyon pour les possibilités de constructions d'annexes et piscines en zones A et N uniquement si le bâtiment d'habitation existant est implanté dans cette même zone. <p>Les deux extraits des secteurs du territoire concernés sont illustrés dans la notice de présentation du dossier de modification simplifiée n° 1 jointe avec les autres pièces du PLU objet d'évolutions.</p>



3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT de l'Ouest Lyonnais approuvé en 2011. Une révision est en cours, le projet a été arrêté le 11 février 2025 pour une approbation envisagée en 2026.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027 arrêté le 21 mars 2022, en vigueur le 4 avril 2022 Le contrat de rivière de l'Azergues et le contrat de rivières Brévenne-Turdine Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation pour le bassin Rhône-Méditerranée (PGRI) 2022-2026 Plan Climat Air Energie Territorial de l'Ouest Lyonnais 2022-2028
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Décision n° 08416U0341 en date du 30/05/2016 de la Mission Régionale d'autorité environnementale pour l'élaboration du PLU Décision n° 2019-ARA-KKU-1850 en date du 31/01/2020 de la Mission Régionale d'autorité environnementale pour la modification n° 1 du PLU
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
<p>Modification simplifiée - articles L 153-36 à L 153-48 du code de l'urbanisme</p> <p>La Commune a décidé, conformément au code de l'urbanisme, notamment aux articles L. 153-36 à L. 153-48 de modifier le règlement (partie écrite et documents graphiques) et les OAP du PLU sans toutefois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ; - réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, - réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance, - ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ; - créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ; <p>Considérant que cette évolution du document d'urbanisme n'a pas pour effet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, sauf exceptions visées par le code de l'urbanisme ; - diminuer ces possibilités de construire ; - réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ; <p>l'évolution du Plan local d'urbanisme relève donc du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que prévue par l'article L.153-45 du code de l'urbanisme.</p> <p>A noter, les évolutions de la modification simplifiée n° 1 sont sans incidence sur les superficies des zones et la consommation des espaces, ainsi que sur l'environnement.</p>

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

2252 habitants au recensement de 2022

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	867,4			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	103,5	11,9 %		
zones 1 AU	5,8	0,7 %		
zones 2 AU	2,9	0,3 %		
zones A	530,1	61,1 %		
zones N	224,9	26,0 %		
Total	867,4	100 %		

inchangées

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Objectif n° 2 : Organiser le développement de l'habitat pour limiter l'étalement urbain

La seconde orientation concerne une utilisation parcimonieuse du territoire en limitant l'étalement urbain. Cette orientation contribue à contenir la perte des terrains naturels et agricoles, fruits et sources de la ruralité et de la qualité paysagère du territoire, et permet aussi de mieux maîtriser les coûts d'infrastructures (voies d'accès, réseaux, ...). Le développement de l'habitat se fera de manière privilégiée dans les secteurs déjà urbanisés ou dans de nouveaux secteurs proches des centres-bourgs et des secteurs pavillonnaires situés au Sud de la commune. L'objectif sera atteint en incitant à la création de nouveaux logements sur les espaces libres localisés dans les zones déjà urbanisées (parcelles en dents creuses) ; dans les parcelles déjà bâties et possédant un grand terrain (densification douce) ; enfin en étendant de manière parcimonieuse les zones urbaines autour des îlots d'habitat existants.

Moyens d'action :

- *Définir des zones constructibles et de densification de l'habitat autour des îlots d'habitats existants ; ces objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain visent à une réduction de près de 6 hectares les besoins en foncier pour l'habitat. Le rythme annuel moyen sera abaissé à 0,6 hectare pour seize logements environ. A noter que près de 19 hectares ont été consommés entre 1999 et 2015 sur la commune pour environ 230 nouveaux logements, soit un rythme annuel moyen d'environ 1,2 hectare pour 14 nouveaux logements ;*
- *Adapter le règlement du PLU pour permettre une densification douce des secteurs déjà urbanisés ;*
- *Définir des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur certains secteurs en fixant des objectifs de densité, de type et de qualité de logements. »*

4.3 Caractéristiques de la procédure
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure
<ul style="list-style-type: none"> ▪ l'identification sur le document graphique « 4.2.a » en vue d'un potentiel changement de destination pour de l'habitation (ou activité) de deux bâtiments situés sur des propriétés bâties comprenant déjà chacune un logement existant au cœur des hameaux de Glay et des Guérins, classés en éléments urbains remarquables du paysage en zone A, dont celui aux Guérins en élément bâti remarquable du paysage, ▪ des évolutions très ponctuelles du règlement écrit liées à des précisions ou clarifications ponctuelles des règles en vue de faciliter leurs applications et une adaptation, dans le sens d'un assouplissement, de certaines dispositions du règlement s'agissant du seuil pour la gestion des eaux pluviales, l'extension de bâtiments remarquables en Ua et Ub.
4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>Comme évoqué au point 4.3.1, les deux parties de bâtiment identifiées pour un potentiel changement de destination pourraient permettre respectivement, au plus, l'aménagement de 200 m² de surface de plancher à destination d'habitation (ou d'activité). Il peut donc être considéré que cette évolution du PLU pourrait avoir pour effet une augmentation très relative de la densité des hameaux de Glay et des Guérins.</p>
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</p>
<p>- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les effets</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le territoire communal est compris dans le périmètre du Plan de prévention des risques d'inondation (PPRNI) Brèvenne-Turdine. Les deux bâtiments identifiés pour un changement de destination ne sont pas concernés</p> <p>La partie Nord de la commune est concernée par le PPRNI de la Vallée de l'Azergues (zone blanche). Seul le bâtiment à Glay se situe dans cette zone blanche qui n'est pas soumise au risque d'inondation mais dont certains aménagements pourraient aggraver le risque. Les prescriptions ne concernent pas les bâtiments déjà existants.</p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Zone humide « Sous le Bourg » localisée dans le vallon du ruisseau de Nuelles en amont de l'étang Barbe

			Zone humide de la Vavre en contrebas du bourg, aux droits de l'ancienne pisciculture de Saint Germain-sur-L'Arbresle
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Au SRADDET, les carrières de Glay sont identifiées en tant que réservoir de biodiversité à préserver ou remettre en bon état. La trame bleue du territoire repose sur les deux cours d'eau majeurs que constituent la rivière de l'Azergues au Nord et de la rivière de la Brévenne au Sud.</p> <p>Au SCOT, corridors biologiques le long de la vallée de la Brévenne au Sud de Saint Germain Nuelles. Au Nord la carrière de Glay et le bois des Oncins sont identifiés comme espaces naturels « Espace noyau » et « Espace fonctionnel ». Une trame verte locale identifiée sur la partie Est du territoire permet de relier ces espaces à la vallée de la Brévenne.</p> <p>Au PLU, le tramage « Co » préserve les corridors écologiques dans les secteurs les plus sensibles.</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type I "Carrières de Glay et Bois des Oncins"
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le Nord de la commune est couvert par l'Espace Naturel Sensible des "Carrières de Glay et bois d'Oncins".
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez

Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.


D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les deux parties de bâtiment identifiées pour du changement de destination sont intégrées dans un élément urbain remarquable du paysage (hameau) et la partie du bâtiment sur le secteur des Guérins est également repérée en élément bâti remarquable du paysage.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

6. Auto-évaluation
L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Août 2025
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Notification à l'Etat et aux PPA, ainsi que saisine de la CDPENAF
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Mise à disposition du public définie par délibération du Conseil municipal estimée en décembre 2025

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (personne publique responsable)			
Fait à	SAINT GERMAIN-NUELLES	le	8 août 2025
Nom	ANCIAN	Prénom	Noël
Qualité	Maire de SAINT GERMAIN NUELLES (69)		
Signature			
<p>Le Maire, Noël ANCIAN</p> 			

Annexe / L'auto-évaluation

L'auto-évaluation identifie les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et explique pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Préambule

L'objectif poursuivi est d'établir que le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU (article L.153-36 du code de l'urbanisme) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et, par conséquent, ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

1. La susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

Aucun site appartenant au réseau Natura 2000 [Site d'Importance Communautaire (SIC), Zone Spéciale de Conservation (ZSC) ou Zone de Protection Spéciale (ZPS)] n'est délimité sur le territoire communal de Saint Germain Nuelles ou sur une commune limitrophe à savoir.

Les sites Natura 2000 les plus proches se situent à environ 20 kilomètres du territoire de Saint Germain Nuelles et sont respectivement constitués par :

- la zone de protection spéciale et la Zone Spéciale de Conservation de « La Dombes » situées à 18 kilomètres à l'Est du territoire dans le département de l'Ain,
- le site d'intérêt communautaire intitulé « Prairies humides et forêt alluviales du Val de Saône » localisé à 18 kilomètres au Nord-Est de Saint Germain Nuelles,
- le site d'intérêt communautaire nommé « Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'Ile de Miribel-Jonage » situé à plus de 18 kilomètres au Sud-Est du territoire communal au-delà de l'agglomération lyonnaise,
- le site d'intérêt communautaire « Gîte à chauves-souris des mines de Valloisiers » localisé à environ 22 kilomètres au Nord de la commune,
- le site d'intérêt communautaire « Site à chiroptères des Monts du Matin » localisé à environ 28 kilomètres à l'Ouest de la commune.

Les espaces naturels de Saint Germain Nuelles n'entretiennent aucun lien fonctionnel direct ou indirect permanent avec ces sites d'intérêt communautaire, exceptés les échanges très occasionnels susceptibles d'exister entre les différents gîtes à chiroptères présents le long de la vallée de l'Azergues.

Aussi, les dispositions prises dans le cadre du PLU de Saint Germain Nuelles n'occasionnent aucune incidence directe sur ces espaces naturels.

La prise en compte de la nécessaire protection des étendues agro-naturelles au PADD de Saint Germain Nuelles et sa traduction dans le cadre du présent document d'urbanisme au plan de zonage (tramages et prescriptions spécifiques vis-à-vis des secteurs d'intérêt écologique et des zones humides) permettent d'accroître significativement la préservation des espèces d'intérêt communautaire qui fréquentent potentiellement les habitats naturels de Saint Germain Nuelles.

Il est à noter également que le PLU assure la protection des étendues agro-naturelles par leur classement en zones naturelles protégées (zone N) ou en zone agricole à enjeux naturel et paysager (An). Ces dispositions vont dans le sens de la préservation de ces habitats et de leurs fonctionnalités.

Le projet de modification simplifiée n° 1 ne concerne ou n'affecte aucune disposition visant à la préservation des espaces agro-naturels ou de secteurs d'intérêt écologique ou de zones humides ou d'espaces boisés classés ou d'éléments naturels remarquables du paysage.

2. La procédure a-t-elle un effet sur la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers ?

Le projet de modification simplifiée n° 1 ne prévoit aucune extension de zone urbaine ou ouverture à l'urbanisation de zone à urbaniser impliquant la réduction d'espaces naturels, agricoles ou forestiers, ni aucune consommation d'espace en vue d'aménagement ou d'artificialisation des sols.

Au contraire, l'inscription de deux parties de bâtiments pour un changement de destination permet la réutilisation de bâtis existants sur des parcelles déjà pour partie artificialisée assurant aussi la préservation et mise en valeur du patrimoine bâti, mais aussi la préservation de la ressource liée à la production de matériaux en évitant une construction neuve.

L'évolution du Règlement écrit participe également à limiter le mitage de l'espace agro-naturels en permettant uniquement la construction d'annexes et piscine en zone A ou N pour les bâtiments d'habitation existants implantés respectivement en zone A ou N uniquement, et non à un bâtiment qui serait en zone U par exemple.

D'autre part, aucun espace naturel, espace boisé classé ou élément naturel remarquable du paysage n'est affecté par la modification simplifiée n° 1 du PLU.

Le projet de modification simplifiée ne génère pas d'impact négatif sur l'environnement, ni ne porte atteinte aux milieux naturels et à leurs fonctionnalités.

3. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?

Les points d'évolution ne concernent aucune zone humide.

Il est à rappeler que les zones humides du territoire identifiées dans le cadre du diagnostic font systématiquement l'objet d'un tramage spécifique "Zh". Ces zones humides sont classées en zone N et ponctuellement en zone A au PLU.

En effet, le code de l'urbanisme permet d'identifier des « sites et secteurs à protéger », correspondant aux zones humides inventoriées sur le territoire (indice Zh) issues de l'inventaire du département du Rhône (cf. Etat initial de l'environnement du Rapport de présentation du PLU approuvé en 2017) et « espaces contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue » (indice Co).

Afin de protéger les zones humides, un tramage spécifique sur le document graphique permet de repérer ces secteurs et renvoie aux dispositions du sous-secteur Zh dans le règlement (partie écrite) interdisant les affouillements et exhaussements, drainage et tous les travaux non compatibles avec une bonne gestion des milieux humides.

4. La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

Les différents points inscrits dans la présente modification simplifiée n° 1 du PLU sont sans incidence notable sur l'eau potable qu'il s'agisse de la protection de la ressource ou de la consommation. Le changement de destination des deux parties de bâtiment où la surface de plancher est limitée à 200 m² ne générera qu'une très faible consommation supplémentaire à l'échelle des deux hameaux dans lesquels ils se situent ou du territoire communal. Ils sont desservis par le réseau d'alimentation en eau potable de la commune ne nécessitant aucuns travaux d'extension des réseaux.

Ils sont en dehors ou n'affectent pas des périmètres de protection d'alimentation en eau potable.

5. La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

Les différents points inscrits dans la présente modification simplifiée n° 1 du PLU sont sans incidence notable sur la gestion des eaux pluviales.

Il est rappelé que le zonage des eaux pluviales mis en place dans le cadre de la révision du PLU en 2017 permet de poursuivre la protection des milieux récepteurs en accord avec les exigences supra-communales (notamment celles énoncées SDAGE).

En ce qui concerne les eaux pluviales, la commune bénéficie d'ores et déjà d'un réseau séparatif particulièrement développé dans les zones urbanisées, ce qui est particulièrement engagée pour une gestion durable de l'eau. Pour les nouvelles constructions entraînant des imperméabilisations un système de traitement à la parcelle (rétention / infiltration) est recherché, ainsi que pour tout aménagement ou nouvelle emprise au sol supérieur ou égal à 10 m² créé tel que le Règlement du PLU de 2017 l'exige. Le zonage des eaux pluviales, élaboré conjointement à l'élaboration du PLU, préconise de l'imposer à partir de 40 m².

La présente procédure propose de fixer le seuil à 20 m². Cette évolution reste un compromis entre exigence réelle de la maîtrise du rejet des eaux pluviales portée par la Municipalité et les prescriptions du zonage des eaux pluviales opposables conjointement avec la mention des différents systèmes à mettre en place pour une gestion satisfaisante au milieu naturel.

Ainsi, le projet de modification simplifiée n° 1 reste vertueux sur ce point, même si la règle est assouplie, générant une incidence marginale sur la gestion des eaux pluviales.

6. La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

Les différents points inscrits dans la présente modification simplifiée n° 1 du PLU sont sans incidence sur l'assainissement des eaux usées en l'absence de rejets supplémentaires ou sur le système de collecte ou traitement.

La commune a délégué la compétence Assainissement collectif à :

- La CCPA qui exploite les réseaux de Saint Germain Nuelles dirigés sur l'unité de traitement établie sur la commune,
- Le SMAP (Syndicat Mixte d'Assainissement de la Pray) qui exploite les réseaux de Saint Germain Nuelles dirigés sur l'unité de traitement de Chatillon.

La CCPA et le SMAP assurent donc la gestion et l'exploitation des systèmes d'assainissement communaux. Ils sont tenus d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.

Le réseau est de type séparatif pour environ 60 % et de type unitaire pour environ 40 % avec 9 déversoirs d'orages.

Il est à noter que les potentiels changement de destination inscrits dans le cadre de la présente procédure sont situés en zonage d'assainissement collectif à la fois au zonage d'assainissement et au Règlement du PLU à travers la pièce 4.2c et le règlement écrit fixant un raccordement au réseau collectif des eaux usées. Les surfaces aménageables limitées à 200 m² peuvent être considérées sans incidence notable sur l'environnement (réseaux et systèmes de traitement des eaux usées).

7. La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

Le PLU à travers son Règlement (documents graphiques et partie écrite) préserve les composantes paysagères structurantes du territoire de Saint Germain Nuelles.

Le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU n'engendre aucune incidence sur le paysage ou le patrimoine bâti. Le règlement écrit prévoit des dispositions spécifiques aux articles 11 pour les bâtiments anciens, quelque soit leur implantation (zones U, A ou N notamment), relevant des « Constructions traditionnelles anciennes existantes – bâtiments antérieurs à 1930 ». L'identification de bâtisses ou de hameaux en « éléments bâtis ou urbains remarquables du paysage » conforte cet enjeux de préservation avec des prescriptions particulières. L'objectif est de conserver leur aspect et les caractéristiques d'origine. La référence à l'article R.111-27 reste de rigueur.

Extrait du règlement écrit

CONSTRUCTIONS TRADITIONNELLES ANCIENNES EXISTANTES (BATIMENTS ANTERIEURS A 1930)

Les bâtiments repérés au plan de zonage et identifiés « éléments bâtis remarquables du paysage » doivent être préservés et gérés de façon à conserver leur aspect initial. Sont notamment interdites toute modification de la volumétrie et de la composition des façades donnant sur l'espace public.

Pour ces bâtiments ainsi que ceux non identifiés mais anciens et caractéristiques d'une architecture traditionnelle, notamment ceux appartenant à un secteur classé d'Élément Urbain Remarquable du Paysage, leurs aménagements, extensions et surélévations doivent respecter la simplicité des volumes, la forme rectangulaire du bâtiment et le type de toitures à deux, trois ou quatre pans sans accident (chien-assis...) sauf les petites lucarnes et les ouvertures dans le même plan (type vélux) avec un faîtage parallèle à la plus grande longueur.

Les éléments traditionnels et les maçonneries en pierres doivent être sauvegardés.

Les ouvertures dans les façades doivent présenter une certaine harmonie quant à leur disposition et à leur dimension préservant les caractéristiques originelles.

Les couleurs doivent respecter le nuancier présenté en Mairie.

La possibilité ouverte par le Règlement dans la présente procédure de possibilité d'extension aux bâtisses identifiées ne remet en cause la protection édictée par le PLU pour ces bâtiments.

Les articles 13 quant à eux visent à la préservation du patrimoine végétal avec des classements en Espaces boisés classés ou « éléments naturels remarquables du paysage ».

Aucune évolution du projet de modification simplifiée n° 1 ne concerne ces protections.

8. La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?

La procédure ne concerne aucun site pollué ou susceptible d'être pollué.

Elle n'a pas d'incidence mesurable sur les déchets (volume, collecte ou traitement). Les bâtiments identifiés pour un changement de destination sont dans des hameaux desservis par le ramassage des ordures ménagères et renvoyés vers des points de collecte pour le tri sélectif.

9. La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

La traduction réglementaire de la carte des aléas reste inchangée.

Aucun point d'évolution de la procédure n'a d'incidence sur les risques naturels.

10. La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

Les évolutions prévues par la modification simplifiée n° 1 du PLU sont réellement mineures et n'ont pas de conséquences sur les formes urbaines ou la densité.

Elles ne sont donc pas de nature à produire des îlots de chaleur urbaine, au contraire. Elles sont sans limitation vis-à-vis de la production d'énergie renouvelable.

Elles ne sont pas de nature à empêcher la dispersion des polluants atmosphériques. Elles n'ont pas d'incidence sur la qualité de l'air.